



PRÉFÈTE DU CHER

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE LA COHESION SOCIALE
ET DE LA PROTECTION DES POPULATIONS
Pôle de la Protection des Populations**

Service de la Protection de l'Environnement

Installation classée soumise à autorisation

ARRÊTÉ n° 2014-DDCSPP-140

**prescrivant une enquête publique sur une demande d'autorisation
présentée par la société ITM Logistique Alimentaire Internationale en vue d'exploiter une plateforme
logistique située dans le parc d'activités de la Voie Romaine, rue Ferdinand de Lesseps,
ZAC de l'Echangeur, sur la commune de Bourges**

La Préfète du Cher,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le code de l'environnement, et notamment le chapitre III du Titre II du Livre I (parties législative et réglementaire) et le chapitre II du Titre Ier du Livre V (partie réglementaire) ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionné à l'article R 123-11 du code de l'environnement,

VU la demande présentée le 25 novembre 2013, complétée le 9 juillet 2014 par la société ITM Logistique Alimentaire Internationale en vue d'exploiter une plateforme logistique située dans le parc d'activités de la Voie Romaine, rue Ferdinand de Lesseps, ZAC de l'Echangeur, sur la commune de Bourges,

VU l'ensemble des pièces, plans et études réglementaires (notamment l'étude d'impact et son résumé non technique) produits à l'appui de la demande,

VU le rapport de recevabilité de l'inspecteur des installations classées en date du 14 août 2014 concernant la demande précitée,

VU la décision n° E14000151/45 du Président du Tribunal Administratif d'Orléans en date du 29 août 2014 désignant M. Dominique FROIDEFOND, conseiller agricole en retraite, en qualité de commissaire-enquêteur et M. Jean-Baptiste GAILLIEGUE, cadre administratif en collectivité locale spécialisé en urbanisme, en qualité de commissaire-enquêteur suppléant,

CONSIDÉRANT que l'autorité environnementale est consultée sur le fondement de l'article R122-7 du code de l'environnement,

CONSIDÉRANT que l'activité en cause constitue, au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, une installation classée :

- soumise à autorisation, visée sous les rubriques n° 1432-2a, 1450-2a, 1510-1, 1530-1, 1532-1, 2262-1, 2663-1a, et 2663-2a,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de soumettre la demande du pétitionnaire à l'enquête publique réglementaire,

SUR proposition du Directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations,

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} - Il sera procédé à une enquête publique concernant la demande présentée par la société ITM Logistique Alimentaire Internationale en vue d'exploiter une plateforme logistique située dans le parc d'activités de la Voie Romaine, rue Ferdinand de Lesseps, ZAC de l'Echangeur, sur la commune de Bourges,

ARTICLE 2 - L'enquête publique sera ouverte du lundi 3 novembre 2014 inclus au mercredi 3 décembre 2014 inclus, soit pendant une durée de 31 jours.

ARTICLE 3 - Le dossier constitué par le demandeur, comprenant notamment une étude d'impact et l'avis de l'autorité environnementale, sera déposé à la mairie de Bourges désignée comme siège de l'enquête, où le public pourra, pendant cette période, en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie et formuler ses observations sur un registre ouvert à cet effet, paraphé par le commissaire-enquêteur.

Les résumés non techniques de l'étude d'impact et de l'étude de dangers ainsi que l'avis de l'autorité environnementale pourront être consultés sur le site Internet des services de l'Etat dans le Cher (<http://www.cher.gouv.fr>).

ARTICLE 4 - M. Dominique FROIDEFOND désigné en qualité de commissaire-enquêteur par le Tribunal Administratif d'Orléans, siégera à la mairie de Bourges pour recevoir les observations du public les jours et heures suivants :

- lundi 3 novembre 2014 de 8h30 à 12h00 ;
- samedi 22 novembre 2014 de 9h00 à 12h00 ;
- mercredi 3 décembre 2014 de 14h00 à 17h00.

Des observations, qui seront annexées au registre d'enquête, pourront lui être directement adressées à la mairie de Bourges pendant la durée de l'enquête publique.

M. Jean-Baptiste GAILLIEUX, désigné en qualité de commissaire enquêteur suppléant par le Tribunal Administratif d'Orléans, exercera en cas d'empêchement de M. Dominique FROIDEFOND les fonctions de commissaire-enquêteur jusqu'au terme de la procédure.

ARTICLE 5 - Toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la Préfète du Cher - DDCSPP - SPE, dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête.

ARTICLE 6 - Les informations relatives au projet considéré pourront être obtenues auprès de Mme B. GUILLEUX, Responsable Immobilier Amont (tél. 01 69 64 10 72 - e-mail : bguilleux@mousquetaires.com).

ARTICLE 7 - Le registre d'enquête sera clos et signé par le commissaire-enquêteur. A cet effet, le maire de Bourges mettra à disposition sans délai le registre d'enquête au commissaire-enquêteur.

Dès réception du registre et des documents annexés, le commissaire-enquêteur rencontrera, dans la huitaine, le responsable du projet et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Ledit responsable disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

Le commissaire-enquêteur établira un rapport dans lequel il relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations recueillies. Il consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserve ou défavorables au projet. Il rendra son rapport et ses conclusions motivées à la préfète dans un délai de trente jours à compter de la fin de l'enquête, soit avant le 3 janvier 2015. Ces documents seront tenus à la disposition du public à la mairie de Bourges et à la Préfecture du Cher - DDCSPP - SPE pendant un an à compter de la clôture de l'enquête publique. Ils seront également consultables pendant cette période sur le site Internet des services de l'Etat dans le Cher.

ARTICLE 8 - Un avis portant à la connaissance du public l'ouverture de l'enquête sera affiché, 15 jours au moins avant le début de l'enquête (à savoir avant le 19 octobre 2014) et pendant toute sa durée :

- aux mairies de Bourges (commune d'implantation) et de La Chapelle Saint Ursin, du Subdray, de Marmagne et de Trouy (communes incluses dans le périmètre d'affichage),

- par le pétitionnaire, sur les lieux prévus pour la réalisation du projet, suivant les caractéristiques et dimensions de l'affichage fixées par l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 susvisé.

Il fera l'objet d'une publication sur le site Internet des services de l'Etat dans le Cher, dans les mêmes conditions de délai et de durée.

Le même avis sera publié par les soins de la Préfète du Cher et aux frais du pétitionnaire dans deux journaux diffusés dans les départements du Cher quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci.

ARTICLE 9 - Les conseils municipaux de Bourges, de La Chapelle Saint Ursin, du Subdray, de Marmagne et de Trouy seront appelés à donner leur avis sur la demande d'autorisation dès l'ouverture de l'enquête.

Ne pourront être pris en considération que les avis exprimés au plus tard dans les 15 jours suivant la clôture de l'enquête.

ARTICLE 10 - A l'issue de la procédure réglementaire, la Préfète du Cher prendra un arrêté de refus ou d'autorisation assorti de prescriptions.

ARTICLE 11 - Le Secrétaire Général de la préfecture du Cher, le Directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations du Cher, les Maires de Bourges, de La Chapelle Saint Ursin, du Subdray, de Marmagne et de Trouy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'aux commissaires-enquêteurs et au pétitionnaire.

Bourges, le 6 octobre 2014

La Préfète,
Pour la Préfète et par délégation,
Pour le directeur départemental et par délégation,
Le Chef du service de la protection de l'environnement,

Signé

